



NOTE : Les projections actuelles du SPPC ont été complétées en 2019, bien avant la pandémie de COVID-19 de 2020 qui a entraîné des perturbations exceptionnelles et soudaines de l'économie et du marché du travail, au Canada comme à l'étranger. Toutefois, les projections du SPPC se concentrent sur les tendances à long terme du marché du travail par industrie et profession, et non sur les développements à court terme. Pour l'instant, nous nous attendons à ce que ces tendances à long terme ne soient pas affectées de façon marquée par la pandémie de COVID-19, les répercussions de celle-ci étant généralement présumées temporaires.

Aperçu

- Démographie, population active et PIB potentiel
- Facteurs de croissance extérieurs et intérieurs de la demande agrégée
- Composition de la croissance de la demande agrégée



Introduction

Le Système de Projection des Professions au Canada (SPPC) nécessite le développement de perspectives macroéconomiques afin de déterminer les tendances de long terme relatives à la croissance de l'emploi total et à la distribution de l'emploi par industrie et profession.

Ce document présente les perspectives macroéconomiques sous-jacentes aux projections de 2019 du SPPC. Ces perspectives ont été développées en collaboration avec The Conference Board of Canada, en utilisant l'information disponible au printemps 2019.

Les tendances de long terme relatives à la croissance économique du Canada seront fortement influencées par les changements démographiques, plus précisément le ralentissement de la croissance de la population et le vieillissement de la population. Ces changements démographiques ne peuvent être évités et auront un impact important sur les perspectives de long terme concernant la population active, l'emploi et le potentiel économique au Canada.

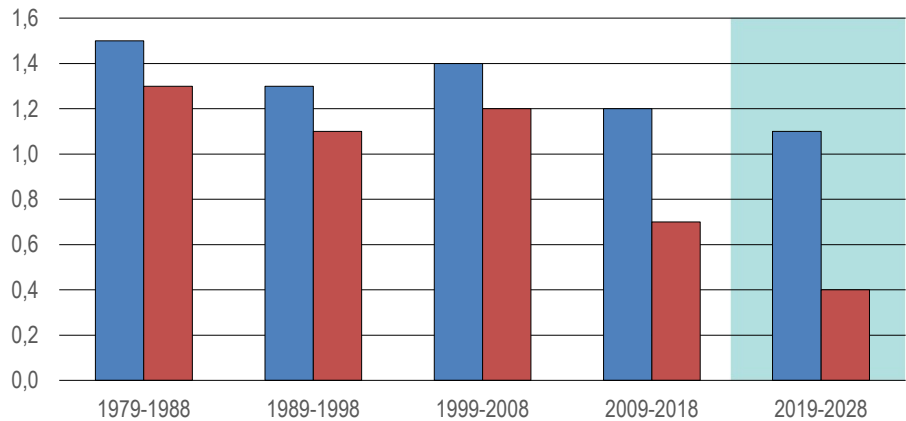


Démographie, population active et PIB potentiel



La croissance de la population canadienne en âge de travailler devrait s'affaiblir davantage au cours de la période 2019-2028,...

Croissance de la population canadienne en âge de travailler (croissance annuelle moyenne en pourcentage)



Source: Statistique Canada (données historiques et projections). Les projections sont représentées par la zone ombragée.



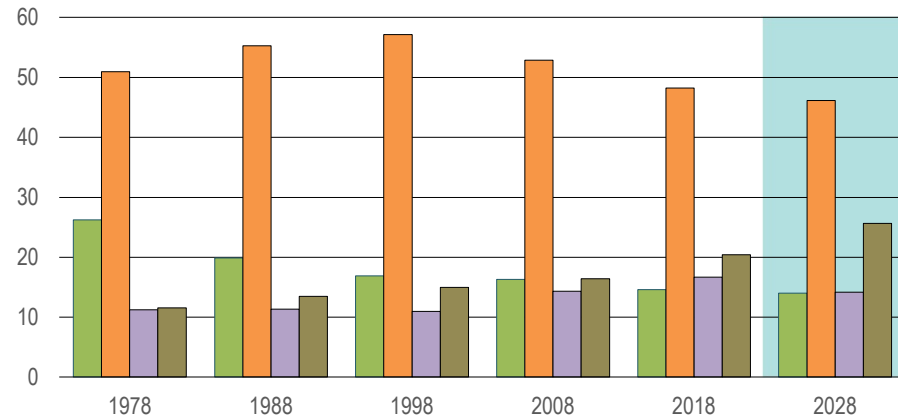
- Le rythme de croissance de la population en âge de travailler (15 ans et plus) devrait continuer à ralentir au cours de la période 2019-2028, plus particulièrement dans le groupe des 15-64 ans.
- Selon la projection, la croissance de la population âgée de 15 ans et plus se situera à 1,1 % par année en moyenne, comparativement à 1,2 % pour la période 2009-2018 et 1,4 % pour la période 1999-2008. Ce ralentissement s'explique par l'affaiblissement de la croissance naturelle de la population (naissances moins décès), lequel est attribuable à la baisse du taux de fécondité ainsi qu'à la hausse des décès causée par le vieillissement de la population. L'augmentation de l'espérance de vie et du nombre d'immigrants ne suffiront pas à contrer le ralentissement de la croissance de la population en âge de travailler.
- On anticipe que le ralentissement sera encore plus prononcé dans le groupe des 15-64 ans en raison du vieillissement des baby-boomers (nés entre 1946 et 1965) qui ont commencé à atteindre l'âge de 65 ans en 2011. Puisque les baby-boomers représentent la génération la plus populeuse de l'histoire du Canada, cela aura pour effet de réduire la croissance de la population dans le groupe des 15-64 ans à un taux annuel moyen de 0,4 % sur la période de projection, comparativement à 0,7 % pour la période 2009-2018 et 1,2 % pour la période 1999-2008.

... alors que les individus âgés de 65 ans et plus représenteront une part croissante de la population en âge de travailler.

Distribution de la population en âge de travailler par groupe d'âge

(en pourcentage de la population âgée de 15+)

■ 15-24 ■ 25-54 ■ 55-64 ■ 65+

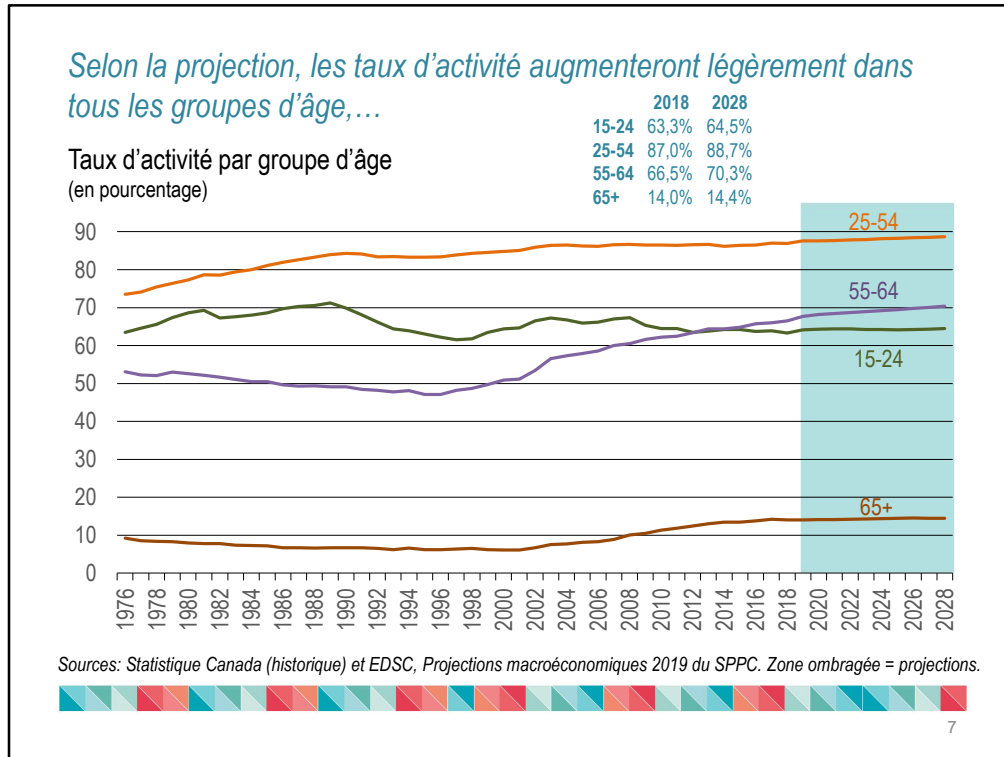


Source: Statistique Canada (données historiques et projections). Les projections sont représentées par la zone ombragée.



6

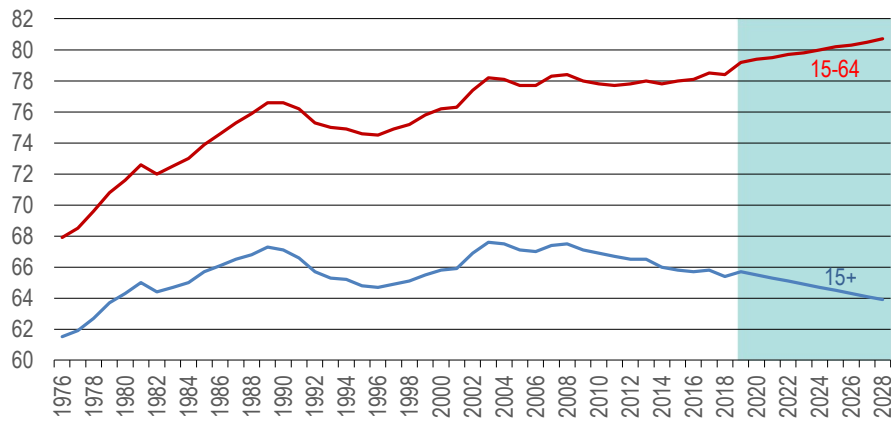
- Davantage de baby-boomers entreront dans le groupe des 65 ans et plus au cours de la période de projection, ce qui augmentera la croissance de la population dans ce groupe d'âge, par rapport aux groupes moins âgés.
- Par conséquent, le groupe des 65 ans et plus représentera une part plus importante de la population en âge de travailler. D'ici 2028, ce groupe représentera 26 % de la population en âge de travailler, contre 21 % en 2018 et 16 % en 2008. En comparaison, le groupe des 55-64 ans représentera 14 % de la population en âge de travailler en 2028.
- Cela signifie que 40 % de la population source de main-d'œuvre sera âgée de 55 ans et plus d'ici 2028, contre 37 % en 2018 et 31 % en 2008.



- Selon la projection, les taux d'activité augmenteront marginalement dans tous les groupes d'âge au cours de la période 2019-2028, enregistrant la plus forte hausse dans le groupe des 55-64 ans.
- La participation au marché du travail devrait également augmenter parmi les 25-54 ans, mais de façon moins marquée que chez leurs aînés, en partie en raison de la stagnation du taux d'activité chez les femmes âgées de 25 à 54 ans et d'une hausse moins rapide du niveau moyen de scolarité.
- Après avoir enregistré un recul suite à la récession de 2008-2009, le taux d'activité chez les 15-24 ans a progressé légèrement à partir de 2013-2014 en raison d'une amélioration des conditions du marché du travail chez les jeunes puisque les effets résiduels de la récession se sont graduellement dissipés. Bien que le taux d'activité dans ce groupe d'âge devrait continuer à augmenter légèrement en 2019, on anticipe que la participation au marché du travail chez les jeunes plafonnera par la suite, en raison d'une tendance haussière dans les taux d'inscriptions postsecondaires et d'une représentation plutôt stable de la communauté étudiante dans la population active.
- Dans les groupes plus âgés des 55-64 et 65 ans et plus, on s'attend à ce que les taux d'activité continuent d'augmenter puisque les nouvelles cohortes ont tendance à prendre leur retraite plus tardivement que les cohortes précédentes, en partie parce qu'elles sont plus instruites et en meilleure santé. Le rythme d'augmentation des taux d'activité devrait toutefois s'essouffler à mesure que les différences entre les générations s'estomperont.

... mais la faible participation des individus plus âgés au marché du travail continuera d'abaisser le taux d'activité moyen (15 ans et plus).

Taux d'activité moyen (15+ et 15-64)
(en pourcentage)



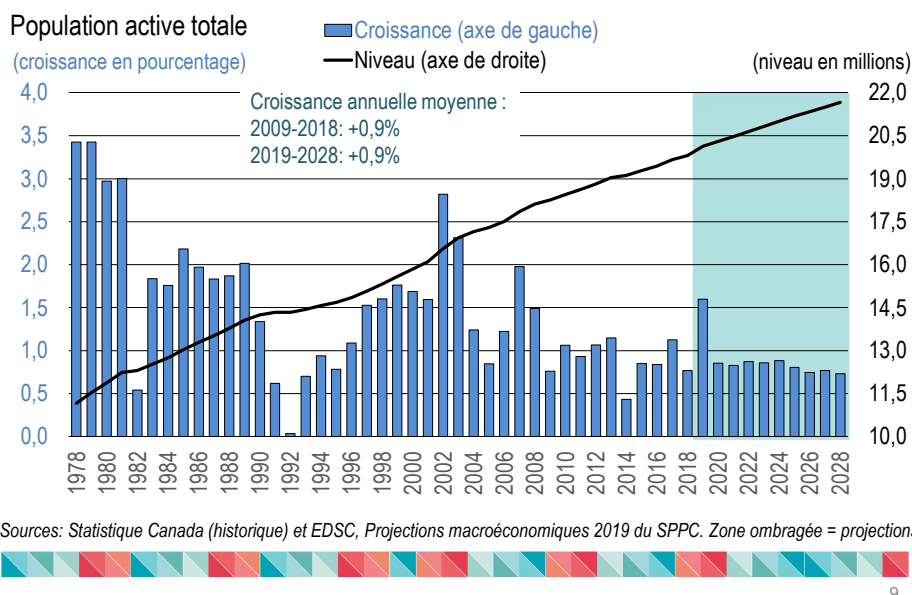
Sources: Statistique Canada (historique) et EDSC, Projections macroéconomiques 2019 du SPPC. Zone ombragée = projections.



8

- Malgré les légères hausses projetées dans le taux d'activité pour tous les groupes d'âge, on s'attend à ce que le taux d'activité pour l'ensemble des 15 ans et plus continue de diminuer au cours de la période 2019-2028 en raison du vieillissement de la population.
- En effet, le déplacement dans la composition de la population en âge de travailler vers le groupe moins actif des 65 ans et plus devrait venir abaisser le taux d'activité moyen d'environ 1,5 point de pourcentage supplémentaire, soit de 65,4 % en 2018 à 63,9 % en 2028 (la proportion des personnes affichant un taux d'activité bas continuera à augmenter, alors que la proportion des personnes affichant un taux d'activité élevé continuera à diminuer, ce qui abaissera le taux d'activité moyen davantage chez les 15 ans et plus).
- En revanche, le taux d'activité chez les 15-64 ans devrait continuer à augmenter sur la période de projection, en hausse de 2,3 points de pourcentage, passant de 78,4 % en 2018 à 80,7 % en 2028. Bien que la participation des 65 ans et plus au marché du travail devrait aussi continuer à augmenter légèrement, leur taux d'activité demeurera beaucoup plus faible que celui des autres groupes d'âge, se situant à 14,4% en 2028 (voir graphique précédent).

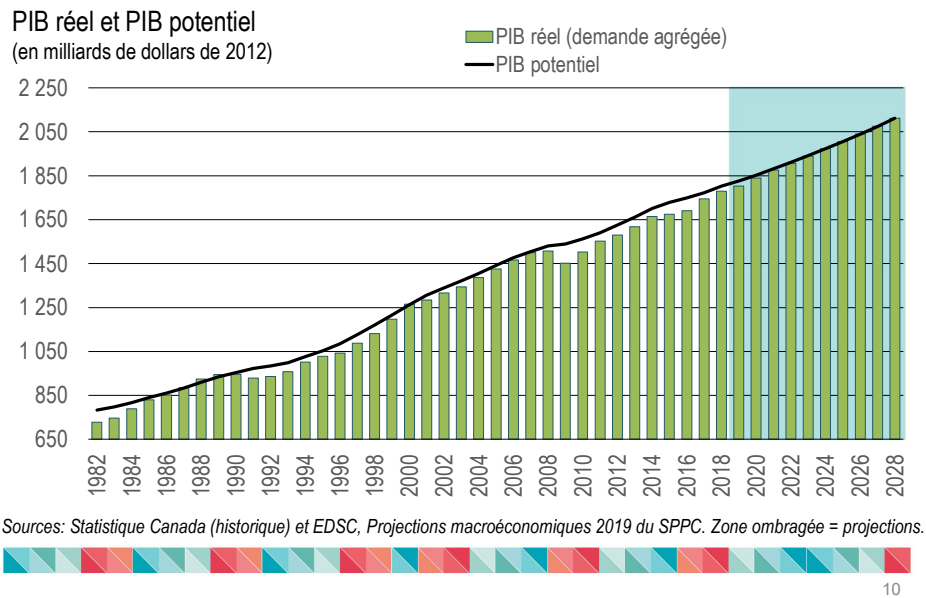
Le vieillissement de la population et le ralentissement de la croissance de la population en âge de travailler continueront à restreindre la croissance de la population active.



- Le nombre total de personnes au sein de la population active est obtenu en multipliant la population en âge de travailler par le taux d'activité moyen:

$$(\text{Population active } 15+ = \text{Population } 15+ \times \text{Taux d'activité } 15+)$$
- Le ralentissement projeté dans la croissance de la population en âge de travailler et les nouvelles baisses anticipées dans le taux d'activité moyen continueront à restreindre la croissance de la population active sur la période 2019-2028.
- En effet, même si le nombre de personnes qui feront leur entrée sur le marché du travail demeurera supérieur au nombre de personnes qui quitteront la population active, l'écart devrait demeurer relativement petit au cours de la période de projection, principalement en raison du nombre supplémentaires de départs à la retraite chez les baby-boomers.
- Bien qu'on projette une croissance de la population active particulièrement forte en 2019 (+1,6 %), celle-ci devrait se situer à 0,8 % par année en moyenne sur le reste de la période de projection (2020-2028), comparativement à 0,9 % pour la période 2009-2018.

Dans le scénario de projection, la demande agrégée évolue de pair avec le potentiel de production à moyen terme,...



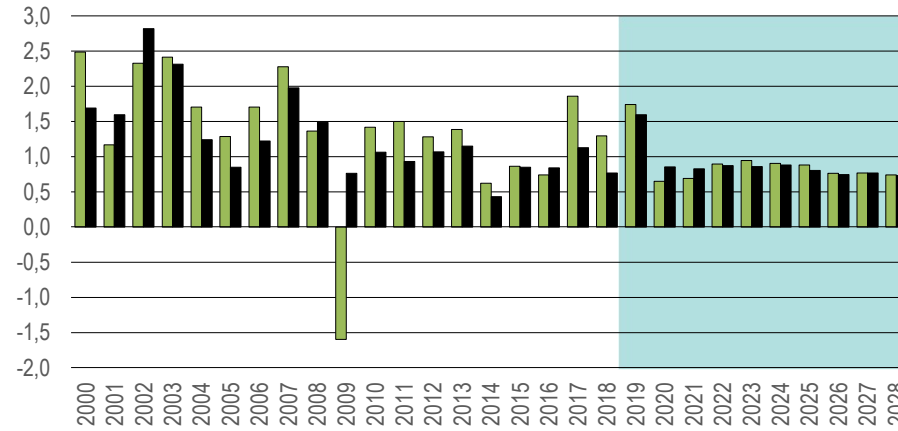
- À long terme, la demande agrégée est déterminée par le PIB potentiel, soit le niveau d'activité que l'économie peut atteindre lorsque tous les facteurs de production sont utilisés à pleine capacité et de façon efficiente.
 - La production potentielle est fonction de la taille de la population active, du niveau de capital fixe et de la productivité multifactorielle.
- Au cours de la période 2003-2007, la croissance de la demande agrégée a surpassé la croissance de la production potentielle, exerçant des pressions sur le marché du travail et abaissant le taux de chômage de façon considérable. Par la suite, l'économie est entrée en récession et la demande agrégée s'est éloignée de la production potentielle, ce qui a donné lieu à un écart de production négatif.
- La reprise économique qui a suivi la récession de 2008-2009 a permis de réduire progressivement l'écart de production sur la période 2010-2018, à l'exception de 2015-2016 lorsque la croissance de la demande agrégée s'est affaiblie en raison d'une baisse importante des investissements dans le secteur énergétique causée par la chute des prix du pétrole brut.
- On estime qu'un léger écart de production négatif existait encore en 2018. La croissance de la demande agrégée devrait surpasser la croissance de la production potentielle durant la première moitié de la période de projection, permettant à l'économie canadienne de combler entièrement l'écart de production et de revenir au PIB potentiel d'ici 2024. Par la suite, la demande agrégée évolue de pair avec le PIB potentiel.

... permettant ainsi à l'emploi de croître au rythme de la population active et au taux de chômage de demeurer relativement bas.

Croissance de l'emploi et de la population active

(en pourcentage)

■ Emploi ■ Population active



Sources: Statistique Canada (historique) et EDSC, Projections macroéconomiques 2019 du SPPC. Zone ombragée = projections.



11

- En 2017 et 2018, la croissance de l'emploi a largement surpassé la croissance de la population active, abaissant le taux de chômage à des niveaux historiquement bas. Cette situation devrait persister en 2019.
- Toutefois, à partir de 2020, la croissance de l'emploi sera de plus en plus contrainte par le ralentissement de la croissance de la population active en raison des pressions démographiques sur l'offre de travail, en particulier le vieillissement de la population.
- En plus de restreindre la croissance de la population active, les départs massifs à la retraite des baby-boomers continueront à générer des postes vacants et à absorber un nombre important de chômeurs, contribuant ainsi à maintenir le taux de chômage à un niveau relativement bas.
- Le taux de croissance de l'emploi devrait donc se situer à 1,7 % en 2019 et à 0,8 % par année en moyenne pour le reste de la période de projection (2020-2028), comparativement à 0,9 % pour la période 2009-2018.

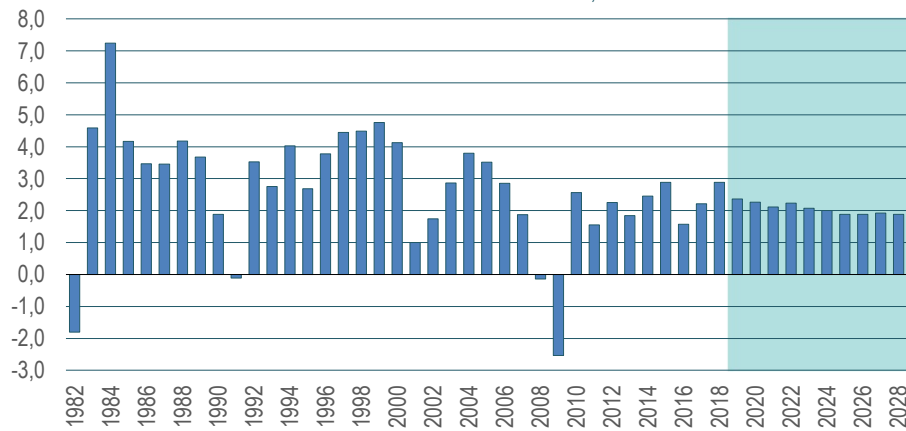
Facteurs de croissance extérieurs et intérieurs de la demande agrégée



Les perspectives économiques aux É.-U. demeurent saines à court terme, bien que des facteurs démographiques viendront limiter la croissance du PIB à long terme.

Croissance du PIB réel aux États-Unis
(en pourcentage)

Croissance annuelle moyenne :
2009-2018: +1,8% (considérablement affaiblie par la récession)
2019-2028: +2,1%

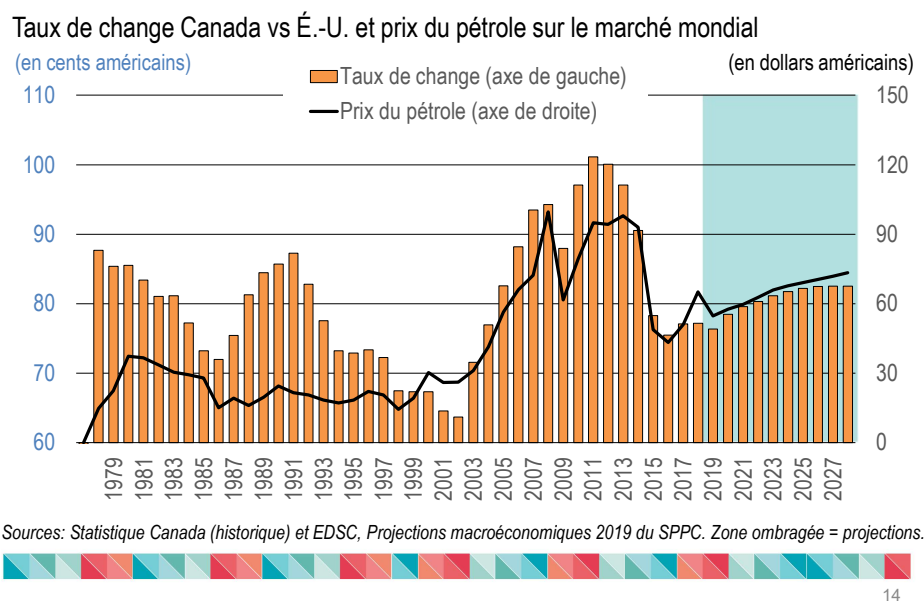


Sources: Statistique Canada (historique) et EDSC, Projections macroéconomiques 2019 du SPPC. Zone ombragée = projections.

13

- La croissance du PIB réel aux États-Unis a accéléré considérablement ces dernières années et le marché du travail a atteint un niveau de plein emploi. Les perspectives économiques demeurent saines à court terme, quoique le PIB devrait croître à un rythme plus modeste, principalement en raison d'une croissance plus lente des investissements des entreprises, mais aussi des dépenses de consommation et des exportations. L'amenuisement rapide des effets de relance reliés aux réductions d'impôts de 2018, les hausses passées des taux d'intérêt, l'essor des déficits budgétaires, la baisse de la confiance des entreprises et des consommateurs, les tensions commerciales avec la Chine et d'autres pays, le ralentissement de la croissance économique mondiale, et les inquiétudes liées à la saga du Brexit sont les principaux facteurs responsables de la fragilité des perspectives américaines à court terme.
- À moyen et à long terme, les impacts des changements démographiques sur la demande intérieure et sur la production potentielle s'intensifieront et viendront ajouter davantage de pression sur la croissance économique aux États-Unis. En effet, la croissance de la population active ralentira graduellement en raison d'une croissance plus faible de la population en âge de travailler et du nombre élevé de baby-boomers qui prendront leur retraite.
- Les effets les plus importants sur la demande agrégée devraient se manifester dans les dépenses de consommation et l'investissement résidentiel. On anticipe un ralentissement dans la croissance des dépenses de consommation, puisqu'un plus grand nombre d'américains seront à l'aube de la retraite et chercheront à épargner davantage. Parallèlement, le ralentissement de la croissance de la population devrait entraîner une baisse graduelle du rythme de formation des ménages, ce qui se traduira par une augmentation plus faible de l'investissement résidentiel. Le vieillissement de la population et la hausse des déficits budgétaires devraient également venir accroître la pression sur les finances publiques, limitant la capacité du gouvernement fédéral américain à stimuler la croissance économique.
- Le taux de croissance du PIB réel aux États-Unis devrait donc se situer à 2,1 % par année en moyenne sur la période 2019-2028, comparativement à 1,8 % pour la période 2009-2018 et 2,2 % pour la période 2010-2018 (c'est-à-dire lorsqu'on exclut l'année de récession 2009).

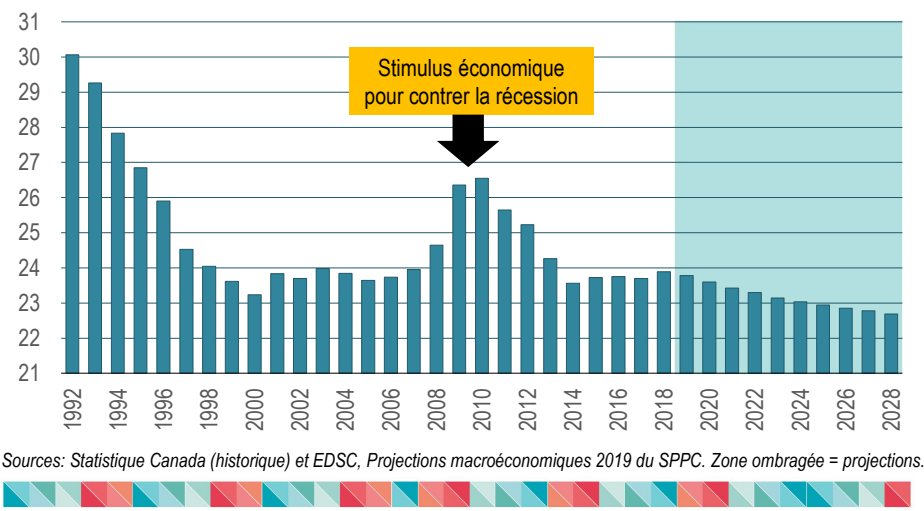
La valeur projetée du dollar canadien par rapport au dollar américain sera en partie soutenue par la modeste reprise anticipée dans les prix du pétrole.



- Depuis le début des années 2000, les changements dans la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain ont largement reflété les fluctuations dans les prix mondiaux des matières premières, en particulier des prix du pétrole.
- La chute des prix du pétrole en 2014-2015 a entraîné une importante dépréciation de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain. Les prix du pétrole ont atteint un creux au début de 2016 et se sont rétablis quelque peu depuis, mais une situation d'offre excédentaire continue de limiter la croissance des prix.
- En 2016, les taux d'intérêt au Canada ont été augmentés pour la première fois en près de sept ans. Ils ont été augmentés de nouveau en 2017 et 2018 en réponse à une croissance économique plus rapide que prévu, à la diminution de la capacité excédentaire et à l'intensification des pressions inflationnistes. Bien qu'aucune hausse des taux d'intérêt ne soit prévue en 2019, la Banque du Canada pourrait recommencer à augmenter les taux d'intérêt dans les années à venir à mesure que le resserrement du marché du travail se traduira par des pressions inflationnistes sur les salaires et les prix des biens et services.
- Avec le resserrement graduel de la politique monétaire et la modeste reprise anticipée dans les prix du pétrole brut, le dollar canadien devrait s'apprécier progressivement sur la période de projection et atteindre environ 0,83 dollar américain d'ici 2028.
- En moyenne, la valeur projetée du dollar canadien sur la période 2019-2028 demeurera nettement inférieure à la valeur enregistrée lors des dix années précédentes (0,81 versus 0,88 dollar américain).

L'intensification des pressions sur les finances publiques viendra limiter la croissance des dépenses gouvernementales sur la période de projection.

Part des dépenses gouvernementales dans le PIB réel au Canada
(en pourcentage) (inclut les dépenses et les investissements des administrations publiques)



- Après avoir augmenté rapidement en 2009 et 2010 suite à l'implantation d'un vaste programme de stimulus économique pour contrer les effets de la récession, la part des dépenses gouvernementales dans le PIB réel total a chuté de nouveau entre 2011 et 2014, reflétant la décision des gouvernements fédéraux et provinciaux de réduire la croissance de leurs dépenses afin de retourner à l'équilibre budgétaire.
- Suite à l'engagement de l'administration fédérale et de plusieurs gouvernements provinciaux de hausser les dépenses en infrastructures, l'investissement public a crû de façon marquée en 2017-2018, affichant son gain le plus prononcé depuis le programme de stimulus de 2009-2010. Ce facteur, jumelé à une plus forte croissance des dépenses gouvernementales en biens et services, a contribué à maintenir la part des dépenses publiques dans le PIB total relativement stable au cours des quatre dernières années. En effet, la récente hausse des dépenses publiques a également été accompagnée par une croissance économique plus rapide en 2017-2018, laissant le ratio essentiellement inchangé par rapport à 2015-2016.
- Toutefois, à partir de 2019, la part des dépenses gouvernementales dans le PIB total devrait diminuer graduellement en raison des efforts de réduction des déficits, particulièrement au niveau provincial, limitant ainsi la contribution du secteur public à la croissance économique.
- À plus long terme, les changements démographiques viendront contraindre la croissance de l'emploi et du PIB réel au Canada, ce qui réduira la croissance des revenus gouvernementaux et limitera la capacité des gouvernements à accroître leurs dépenses.

Composition de la croissance de la demande agrégée

$$\begin{aligned} \text{Demande agrégée} = \text{PIB réel} &= \text{Demande intérieure finale} + (\text{Exportation} - \text{Importations}) \\ &= \text{Demande intérieure finale} + \text{Exportations nettes} \end{aligned}$$

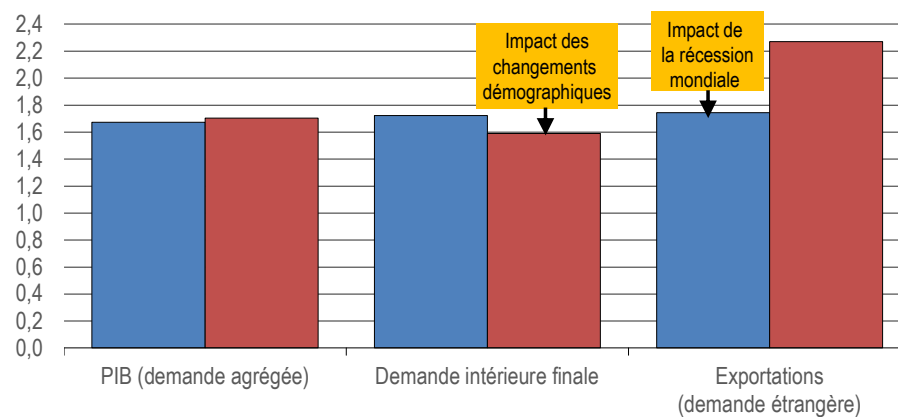


La croissance du PIB réel au Canada devrait être similaire à celle de la période 2009-2018, mais davantage soutenue par les exportations,...

Croissance du PIB réel, de la demande intérieure finale et des exportations

(croissance annuelle moyenne, en pourcentage)

■ 2009-2018 ■ 2019-2028



Sources: Statistique Canada (historique) et EDSC, Projections macroéconomiques 2019 du SPPC. Zone ombragée = projections.

17

- On projette une accélération dans la croissance des exportations sur la période 2019-2028, accompagnée par un ralentissement de la croissance de la demande intérieure finale. Ceci devrait se traduire par un taux de croissance moyen de 1,7 % par année dans le PIB réel du Canada, soit un rythme similaire à celui de la période 2009-2018.

EXPORTATIONS:

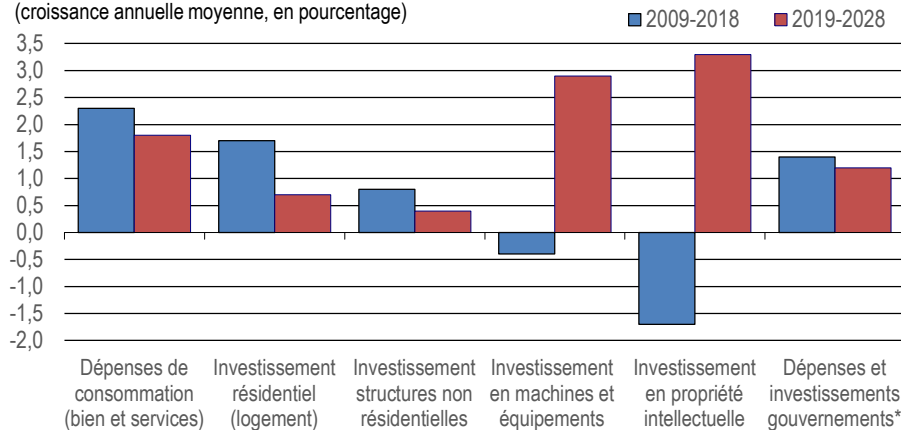
- Le taux de croissance moyen des exportations pour la période 2009-2018 a été sévèrement affecté par la faiblesse de la demande étrangère durant la récession mondiale de 2008-2009. Les exportations canadiennes ont plongé de 13 % en 2009, avant d'augmenter à un taux annuel moyen de 3,5 % de 2010 à 2018. Ceci s'est traduit par une croissance de 1,7 % par année pour l'ensemble de la période 2009-2018, alors qu'on projette une croissance annuelle moyenne de 2,3 % sur la période 2019-2028.
- Des facteurs tels que la vigueur de l'économie américaine, la valeur relativement faible du dollar canadien et une plus grande diversification sur les marchés mondiaux devraient contribuer à stimuler les exportations canadiennes sur la période de projection. Toutefois, les défis entourant le ralentissement de la croissance économique mondiale, les contraintes de capacité et la hausse du protectionnisme représentent des facteurs de risques non négligeables. Néanmoins, on projette que la croissance des exportations surpassera celle de l'ensemble de l'économie au cours des dix prochaines années, augmentant la part des exportations dans le PIB total.

DEMANDE INTÉRIEURE FINALE:

- On anticipe un ralentissement de la croissance de la demande intérieure finale sur la période 2019-2028, car les changements démographiques viendront restreindre la croissance des dépenses de consommation et de l'investissement résidentiel et exercer davantage de pression sur les finances publiques. La croissance de l'investissement non résidentiel devrait également ralentir, en raison de la faiblesse des investissements dans les ouvrages de génie reliés au secteur des ressources. Toutefois, les investissements en machines et équipements et en produits de propriété intellectuelle (logiciels et recherche et développement) devraient rebondir de façon importante en réponse aux innovations technologiques et aux pressions démographiques sur l'offre de main-d'œuvre.

... puisque plusieurs composantes de la demande intérieure finale devraient croître à un rythme plus modeste, limitant la croissance économique au pays.

Croissance des principales composantes de la demande intérieure finale
(croissance annuelle moyenne, en pourcentage)



Sources: Statistique Canada (historique) et EDSC, Projections macroéconomiques 2019 du SPPC. Zone ombragée = projections.

*Note: Incluent les investissements résidentiels et non résidentiels des gouvernements (i.e. ouvrages de génie et construction de bâtiments).

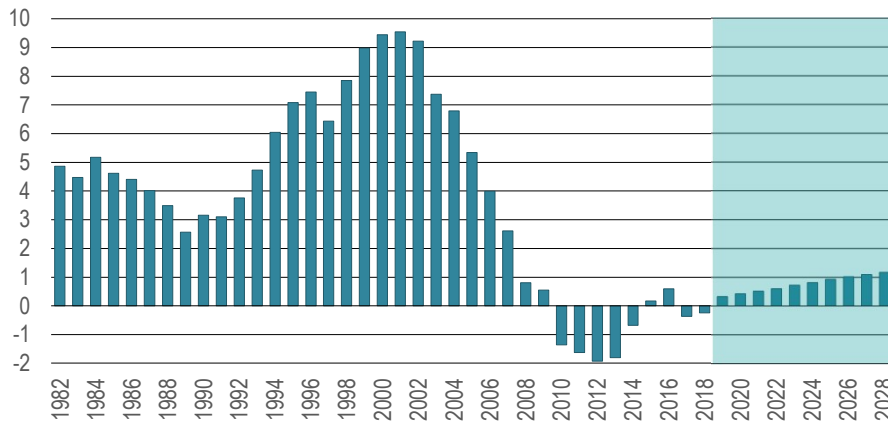


18

- Selon la projection, plusieurs composantes de la demande intérieure finale (DIF) croîtront à un rythme plus lent sur la période 2019-2028, réduisant la croissance de la DIF par rapport à la période 2009-2018.
- Le ralentissement anticipé dans la croissance des dépenses de consommation est principalement attribuable aux changements démographiques. La croissance plus lente de la population en âge de travailler (15 ans et plus) contraindra la croissance de l'emploi, alors que le vieillissement de la population se traduira par des départs massifs à la retraite pour les baby-boomers. Ces deux facteurs viendront restreindre la hausse du revenu disponible, ce qui entraînera un ralentissement de la croissance des dépenses de consommation. Le niveau élevé d'endettement des ménages et l'augmentation éventuelle des taux d'intérêt devraient également peser sur les dépenses de consommation, particulièrement pour les articles coûteux. La croissance des dépenses de consommation devrait ralentir pour la plupart des catégories de biens et de services.
- La croissance de l'investissement résidentiel devrait également ralentir. Le récent repli du marché du logement, le déclin graduel du taux de formation des ménages, le changement dans la composition des mises en chantier vers des habitations multifamiliales, et une éventuelle hausse des taux d'intérêt hypothécaires viendront restreindre la croissance de la construction de maisons neuves, des dépenses de rénovation et des coûts de transfert de propriété (liés à la revente de maisons existantes). Le ralentissement anticipé dans la croissance de l'investissement non résidentiel reflète principalement la faiblesse des investissements dans les ouvrages de génie reliés au secteur des ressources en réponse à la faiblesse des prix du pétrole brut. En revanche, la croissance des investissements dans la construction non résidentielle devrait accélérer, stimulée par la nécessité d'augmenter la capacité de production, les faibles taux d'inoccupation des bureaux dans les régions de Toronto et Vancouver, et la demande accrue pour des espaces d'entreposage reliés à l'adoption croissante du commerce électronique. Après avoir connu une croissance négative au cours des dix dernières années suite à la récession de 2008-2009 et à la chute des prix du pétrole brut de 2014-2015, les investissements en machines et équipements et en produits de propriété intellectuelle (exploration minière, recherche et développement, logiciels) devraient rebondir de façon importante, en réponse aux innovations technologiques, aux pressions démographiques sur l'offre de main-d'œuvre et à la nécessité d'accroître la productivité.
- Les efforts visant à réduire les déficits budgétaires, notamment dans les provinces, et les pressions exercées par les changements démographiques sur les finances publiques viendront restreindre la hausse des dépenses et des investissements gouvernementaux sur la période de projection.

Les exportations nettes devraient s'améliorer légèrement au cours de la période de projection, contribuant positivement à la hausse de l'activité économique au Canada.

Exportations réelles nettes
(en pourcentage du PIB réel total)



Sources : Statistique Canada (historique) et EDSC, Projections macroéconomiques 2019 du SPPC. Zone ombragée = projections.

19

- Puisqu'on anticipe que la croissance des exportations réelles sera supérieure à celle des importations réelles, la situation du Canada sur le plan des échanges commerciaux devrait s'améliorer au cours de la période de projection, contribuant positivement à la hausse de l'activité économique. Le léger déficit commercial enregistré en 2017-2018 devrait se transformer en surplus dès 2019 et, selon la projection, ce surplus atteindra 2,4 % du PIB réel total en 2028.
- L'amélioration projetée dans les exportations nettes est principalement attribuable à un dollar Canadien concurrentiel ainsi qu'à la vigueur de la demande étrangère, particulièrement en provenance des États-Unis, ce qui devrait permettre aux exportations d'enregistrer une croissance plus rapide sur la période 2019-2028 (voir page 17). Le remplacement de l'ALENA par l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) et la suppression récente des droits de douane sur l'acier et l'aluminium entre le Canada et les États-Unis viendront réduire l'incertitude et éviter de perturber les flux commerciaux en Amérique du Nord. La signature de l'Accord économique et commercial global (AECG) avec l'Union européenne aidera également les exportations canadiennes à bénéficier d'une plus grande diversification des échanges. Toutefois, les perspectives à court terme en matière d'exportations sont encore incertaines : aucune date n'a été fixée pour la ratification de l'ACEUM et les relations diplomatiques du Canada avec la Chine demeurent tendues. À plus long terme, les exportations seront contraintes par le ralentissement anticipé dans la croissance économique aux États-Unis, puisque les changements démographiques viendront freiner la croissance de la demande intérieure et de la production potentielle du plus grand partenaire commercial du Canada (voir page 13).
- La croissance des importations devrait ralentir sensiblement sur la période 2019-2028, en raison d'un dollar canadien relativement faible et d'une croissance plus modérée de la demande intérieure finale. On anticipe que, dans un contexte de vieillissement de la population, les Canadiens consommeront davantage de services et légèrement moins de biens. Puisque les services ont un contenu généralement moins élevé en matière d'importations, ce changement dans la demande des consommateurs devrait avoir une incidence négative sur le volume des importations. Inversement, le redressement projeté dans les investissements des entreprises en équipement devrait représenter une part importante de la hausse totale des importations sur la période de projection, car les machines industrielles et les appareils électroniques sont largement importés.

Conclusion

Les changements projetés dans les sources de croissance extérieures et intérieures de la demande agrégée viendront modifier le rythme de croissance de la production industrielle et de l'emploi, ce qui affectera également la demande de main-d'œuvre par profession au cours de la période 2019-2028.

*Voir la présentation intitulée :
Perspectives industrielles 2019-2028*

